

FCEI
En affaires pour vos affaires MC

Le secteur du commerce de détail au Québec : au cœur de nos collectivités

Portrait, enjeux et perspectives

Novembre 2026

Table des matières

Sommaire _____ 1
Introduction _____ 1
Profil du secteur du commerce de détail _____ 2
Un niveau de confiance qui reflète une économie sous pression _____ 3
Se lancer en affaires : entre autonomie, passion et demande locale _____ 5
Succès et contribution du commerce de détail à l'économie québécoise _____ 5
Principaux enjeux du commerce de détail : coûts d'exploitation et concurrence _____ 6
Regard des entrepreneurs sur les obstacles à venir _____ 9
Regard des entrepreneurs sur les occasions d'affaires à venir _____ 10
L'achat local : un soutien important pour les commerces _____ 11
Conclusion _____ 12

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Sommaire

Le commerce de détail occupe une place centrale dans l'économie québécoise, avec 474 900 travailleurs en 2025 et des commerces présents dans toutes les régions, qui offrent des services de proximité et contribuent au dynamisme de leur collectivité. Pour 45 % des répondants du secteur, avoir un impact positif sur leur communauté compte parmi leurs plus grandes réussites. Pourtant, les coûts d'exploitation (46 %) et la concurrence des grands détaillants (45 %) freinent leur croissance. D'ailleurs, 90 % des répondants estiment que le soutien des consommateurs locaux est essentiel pour concurrencer les détaillants en ligne.

Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur du commerce de détail contribuent de manière inestimable à dynamiser l'économie locale et à consolider le tissu social de leurs régions. En plus d'être des sources d'emplois importantes, elles répondent à des besoins locaux, offrent un accompagnement personnalisé et renforcent le sentiment d'appartenance à la collectivité. Toutefois, leur prospérité dépend du soutien de la population locale. Or, les défis qui se dressent devant elles sont nombreux.

Cette étude de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) vise à mieux faire connaître la réalité des petits détaillants, notamment leur rôle important dans l'économie et les régions du Québec ainsi que les obstacles auxquels ils font face au quotidien. Le rapport présente d'abord la contribution du secteur à l'économie québécoise. Il aborde ensuite la réalité des propriétaires de commerces de détail : leurs motivations, leurs succès, leurs principaux défis, ainsi que leurs perspectives quant à la performance du secteur dans les prochaines années. Enfin, il met en évidence l'importance de l'achat local dans la relation d'interdépendance qui lie les détaillants à leur collectivité.

La présente étude se fonde principalement sur trois sources statistiques. D'abord, le Sondage sur le commerce de détail au Québec, mené en ligne du 23 avril au 8 septembre 2026 auprès de 204 propriétaires d'entreprise du secteur, dont la grande majorité sont membres de la FCEI. À titre de comparaison, pour un échantillon probabiliste de cette taille, la marge d'erreur serait de plus ou moins 6,9 %, 19 fois sur 20. Le rapport s'appuie également sur les résultats des rétrospectives 2025 et 2026 du Baromètre des affaires[MD], qui permettent d'analyser l'évolution de la performance du secteur. Enfin, les données sectorielles de Statistique Canada permettent de quantifier la contribution globale du secteur à l'économie québécoise.

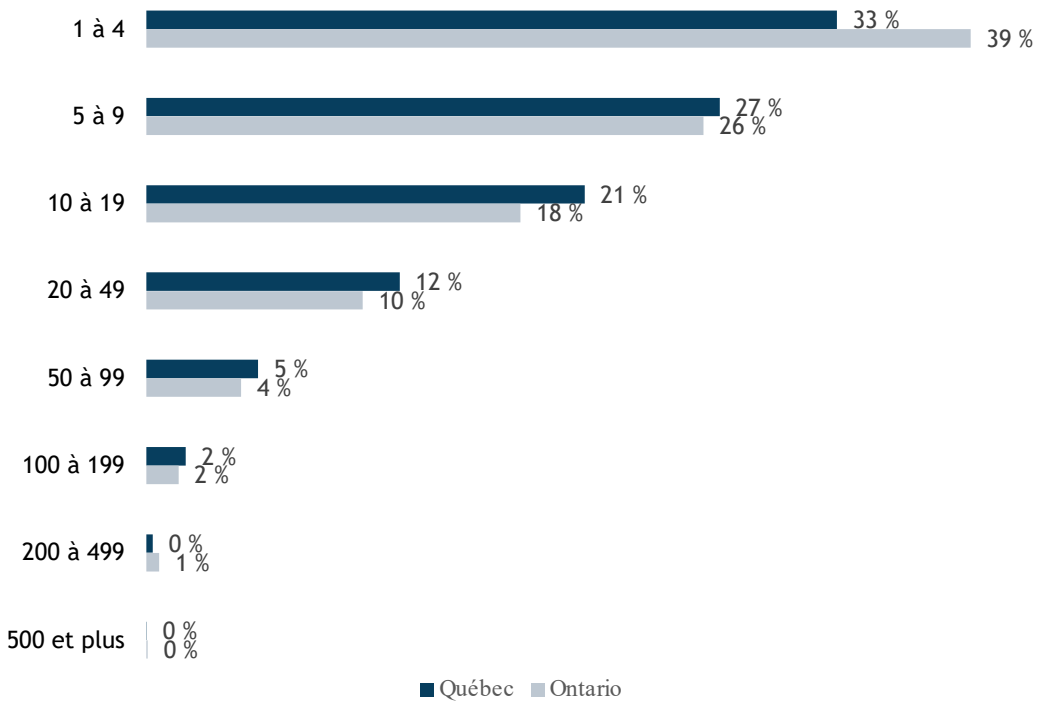
© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Profil du secteur du commerce de détail

En 2025, le secteur du commerce de détail comptait 30 933 entreprises avec employés au Québec[1]. Parmi celles-ci, 32,7 % étaient des microentreprises employant moins de 5 personnes, alors que 97,8 % étaient des petites entreprises employant moins de 100 personnes, démontrant l'importance des petites entreprises dans le secteur. À titre de comparaison, le Québec se distingue par une plus grande proportion de petites et moyennes entreprises comptant entre 5 et 199 employés, tandis que l'Ontario compte une plus grande proportion de microentreprises et de grandes entreprises.

Figure 1

Répartition des entreprises du commerce de détail, par nombre d'employés, Québec et Ontario



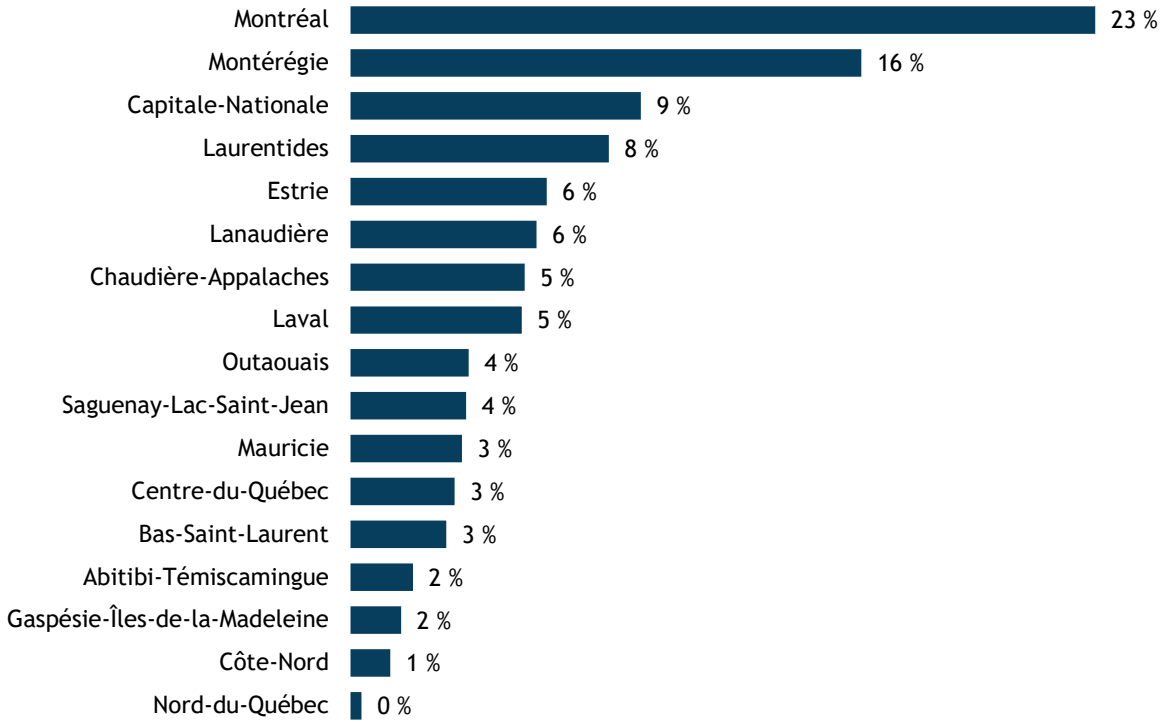
À cela s'ajoutent 23 804 entreprises sans employés[2], portant le total des entreprises du secteur à 54 737. Le commerce de détail représente ainsi 5,3 % de l'ensemble des entreprises au Québec. Le secteur comprend une variété de commerces, tels que les détaillants d'alimentation, d'articles de sport et de passe-temps, de vêtements et de matériaux de construction[3]. Il comprend également les concessionnaires de véhicules et les stations-service. Près de la moitié des entreprises du secteur sont concentrées dans 3 régions administratives : Montréal, la Montérégie et la Capitale-Nationale. Toutefois, 52 % des commerces se trouvent dans d'autres régions, illustrant l'importance du commerce de détail dans l'ensemble de la province.

[1] Statistique Canada. Nombre d'entreprises canadiennes, avec employés, décembre 2025. Tableau : 33-10-1095-01. Consultation en ligne : https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310109501
[2] Statistique Canada. Nombre d'entreprises canadiennes, sans employés, décembre 2025. Tableau : 33-10-1096-01. Consultation en ligne : https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310109601
[3] Statistique Canada. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2022 version 1.0 : commerce de détail. Consultation en ligne : https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&TVD=1369825&CVD=1369826&CPV=44-45&CST=27012022&CLV=1&MLV=5

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Figure 2

Répartition des entreprises de commerce de détail avec employés, par région administrative[4]



Le secteur du commerce de détail est l'un des plus importants en termes d'emplois. En 2025, il employait 474 900 travailleurs, soit environ 11,5 % de l'ensemble des travailleurs au Québec[5]. De plus, il comptait 26 550 travailleurs autonomes. Il représentait également une source d'emplois pour 27 % des travailleurs de 15 à 24 ans, constituant ainsi une importante porte d'entrée sur le marché du travail[6].

Sur le plan économique, il a généré 27,1 milliards de dollars en 2025, soit environ 6 % du produit intérieur brut (PIB) de la province[7].

Un niveau de confiance qui reflète une économie sous pression

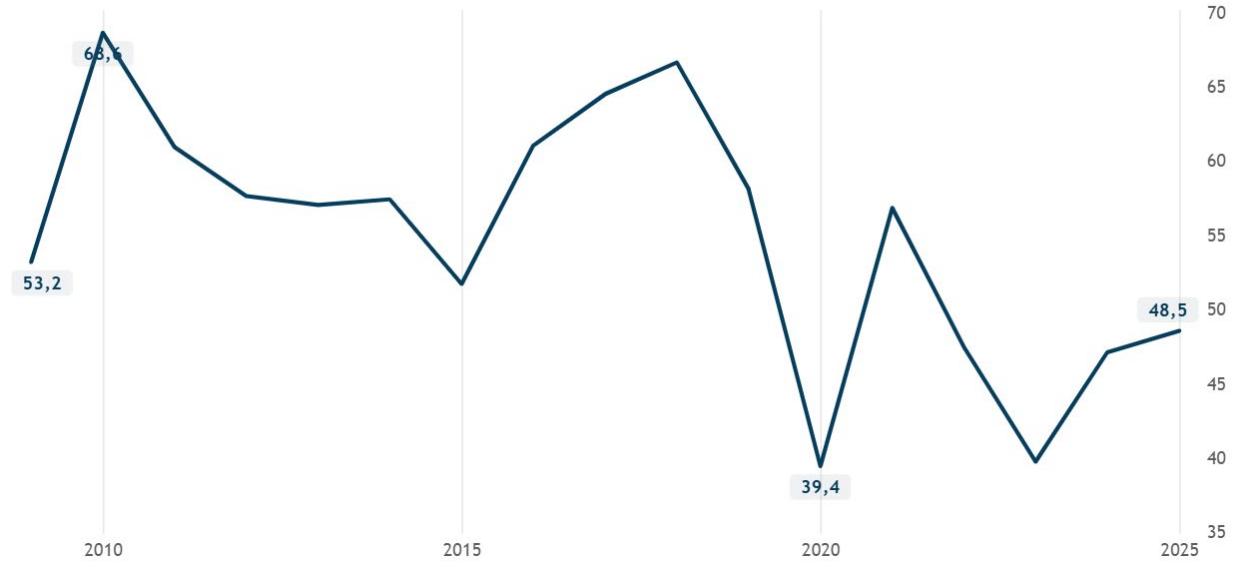
Les dernières années n'ont pas été de tout repos pour les PME du secteur. En effet, leur niveau de confiance à long terme envers leur performance demeurait relativement faible en 2025, à 48,5[8]. Bien que l'indice ait augmenté en 2026, la confiance des propriétaires quant à l'état général des affaires demeure faible[9]. Un indice avoisinant 65 indique normalement que l'économie croît à son plein potentiel.

[4] Institut de la statistique du Québec. Nombre d'entreprises actives (avec employés) dans les régions administratives (RA) du Québec selon l'industrie et la tranche d'effectif en décembre 2025 (données semestrielles). Consultation en ligne : https://statistique.quebec.ca/fr/document/nombre-entreprises-actives-quebec
[5] Statistique Canada. Enquête sur la population active, tableaux personnalisés, données annualisées, T1 2025 à T4 2025.
[6] Statistique Canada. Caractéristiques de la population active selon l'industrie, données annuelles (x 1000). Tableau 14-10-0023-01. Consultation en ligne : https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1410002301&request_locale=fr
[7] Statistique Canada. Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industries, provinces et territoires (x1 000 000). Tableau 36-10-0711-01. Consultation en ligne : https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610071101
[8] FCEI. Baromètre des affaires[MD], Rétrospective 2025. Consultation en ligne : https://www.cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche/barometre-des-affaires-retrospective
[9] FCEI. Baromètre des affaires[MD], Rétrospective 2026. Consultation en ligne : https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/research/reports/2026/retrospective-2026/MBB-retro-special-2026-FR.pdf

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Figure 3

Indice de confiance annuel à long terme, Québec, commerce de détail

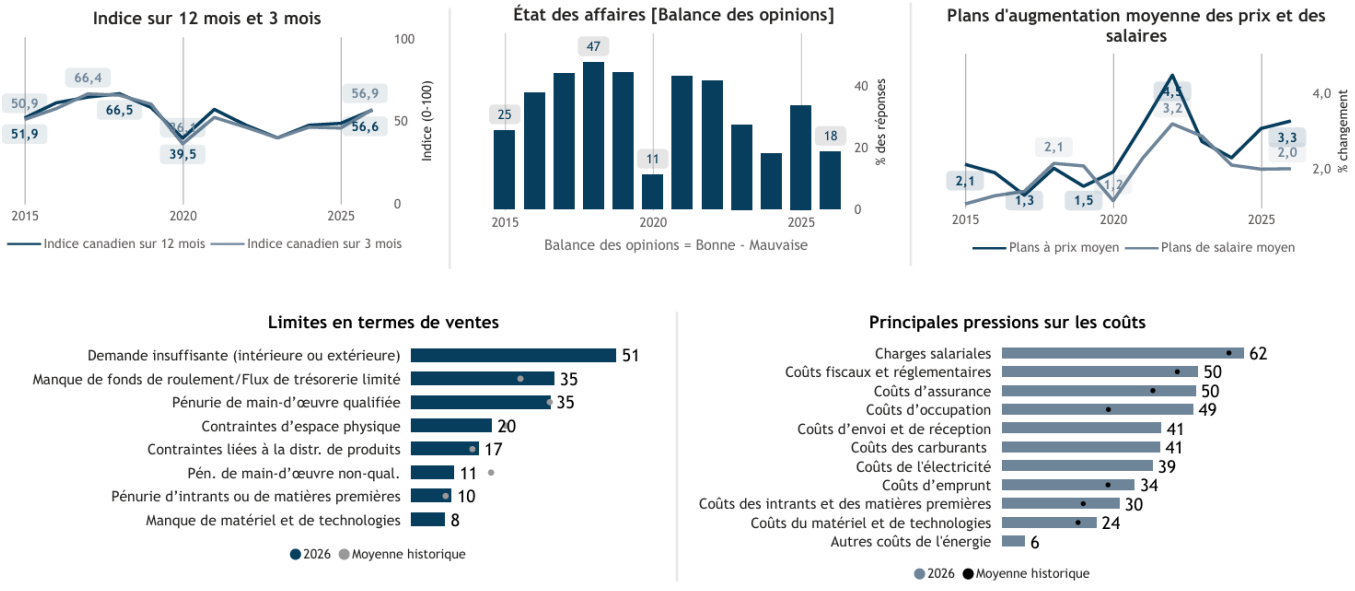


Question : Comment envisagez-vous la performance de votre entreprise au cours des douze prochains mois comparativement à votre rendement actuel?
Source : FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, de février 2009 à décembre 2025.

Nous constatons que les principaux facteurs qui limitent les ventes des PME québécoises du secteur du commerce de détail sont la demande insuffisante (51 %), le manque de fonds de roulement (35 %) et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée (35 %). Les pressions sur les coûts d'exploitation font également mal aux détaillants, puisqu'elles demeurent supérieures à leurs moyennes historiques des 16 dernières années.

Figure 4

Baromètre des affaires[MD], Rétrospective 2026, Québec, commerce de détail



Source : FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, de janvier 2015 à septembre 2026.

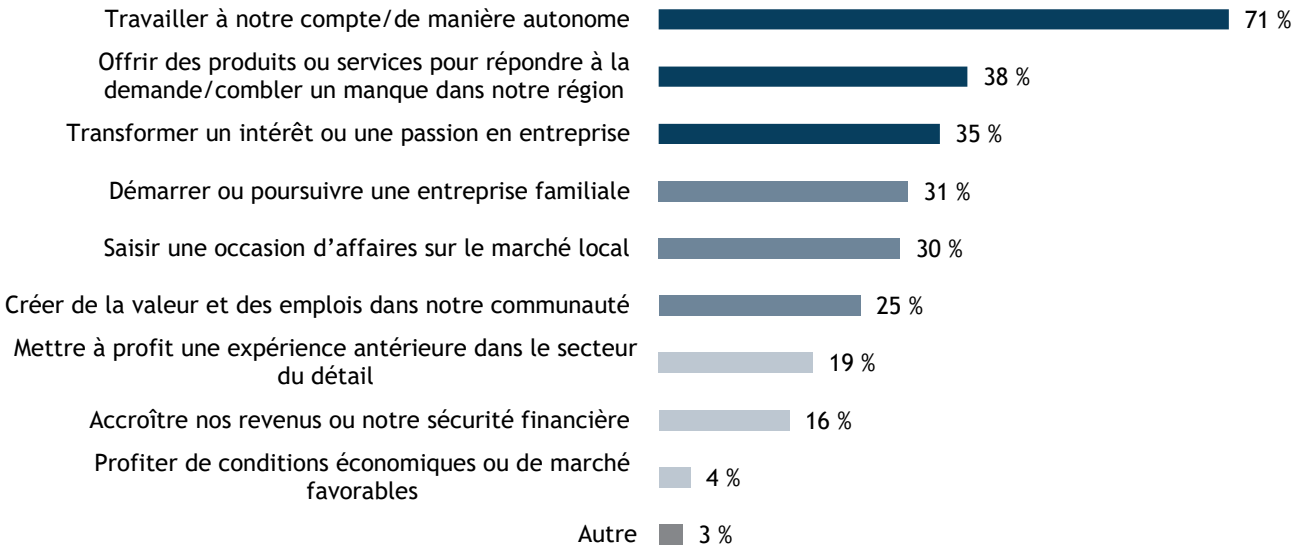
© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Se lancer en affaires : entre autonomie, passion et demande locale

Se lancer en affaires exige un investissement personnel et comporte des risques importants, surtout dans un secteur où l'incertitude de la demande et la hausse des coûts exercent une pression constante. Malgré ces défis, la volonté de travailler à leur compte et de manière autonome motive la grande majorité des répondants à ouvrir un commerce de détail (71 %). Parmi les autres raisons évoquées figure le désir d'offrir des produits ou des services pour répondre à la demande (38 %), de transformer une passion en entreprise (35 %) et de créer de la valeur et des emplois dans leur communauté (25 %). Les entrepreneurs du commerce de détail semblent donc motivés par le désir d'être autonomes, de vivre de leur passion et de contribuer à la collectivité, des aspirations qui reflètent l'essence même de l'entreprise indépendante. Par leur activité, les petits détaillants répondent à des besoins en biens et services au sein de leur collectivité. Des raisons plus pratiques sont également évoquées, comme le fait de saisir une occasion d'affaires sur le marché local (30 %).

Figure 5

Principales raisons d'ouvrir un commerce de détail au Québec



Source : FCEI, Sondage sur le commerce de détail au Québec, du 23 avril au 8 septembre 2026, n = 204.
Question : « Quelles sont les 3 principales raisons qui vous ont poussé à ouvrir un commerce de détail au Québec? (Sélectionner jusqu'à 3 réponses) »

Succès et contribution du commerce de détail à l'économie québécoise

La contribution du secteur est majeure pour l'emploi et le PIB, mais ne s'y limite pas. Les données du sondage montrent que les propriétaires associent leurs principales réussites autant à la performance de leur entreprise qu'à leur contribution locale et à leur capacité d'adaptation. En effet, 52 % rapportent avoir accru la rentabilité de leur entreprise, tandis que 21 % soulignent la création de nouveaux emplois parmi leurs principales réussites. Fait marquant, 45 % des répondants considèrent leur impact positif sur la communauté comme l'une de leurs plus grandes réussites, ce qui montre que les retombées sur l'économie locale sont importantes pour les détaillants. Marqueurs de l'adaptation et de l'innovation du secteur, plusieurs indiquent également

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

l'augmentation de la visibilité en ligne (39 %), la réorganisation et l'optimisation de l'espace de leur magasin (32 %) et la progression des ventes en ligne (17 %).

Figure 6

Principales réussites des propriétaires de commerces de détail au cours des 3 dernières années



Source : FCEI, Sondage sur le commerce de détail au Québec, du 23 avril au 8 septembre 2026, n = 204
Question : « Au cours des 3 dernières années, quelles ont été les plus grandes réussites de votre entreprise? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes) »

Principaux enjeux du commerce de détail : coûts d'exploitation et concurrence

« Je crois que le commerce de détail va mal au Québec et qu'il y a des enjeux propres à ce secteur qu'il faut aborder rapidement si on ne veut pas que le paysage commercial de nos villes et de nos artères commerciales change de façon importante et irréversible dans les 10 prochaines années. »[10]

- Propriétaire d'un commerce de détail, Montréal

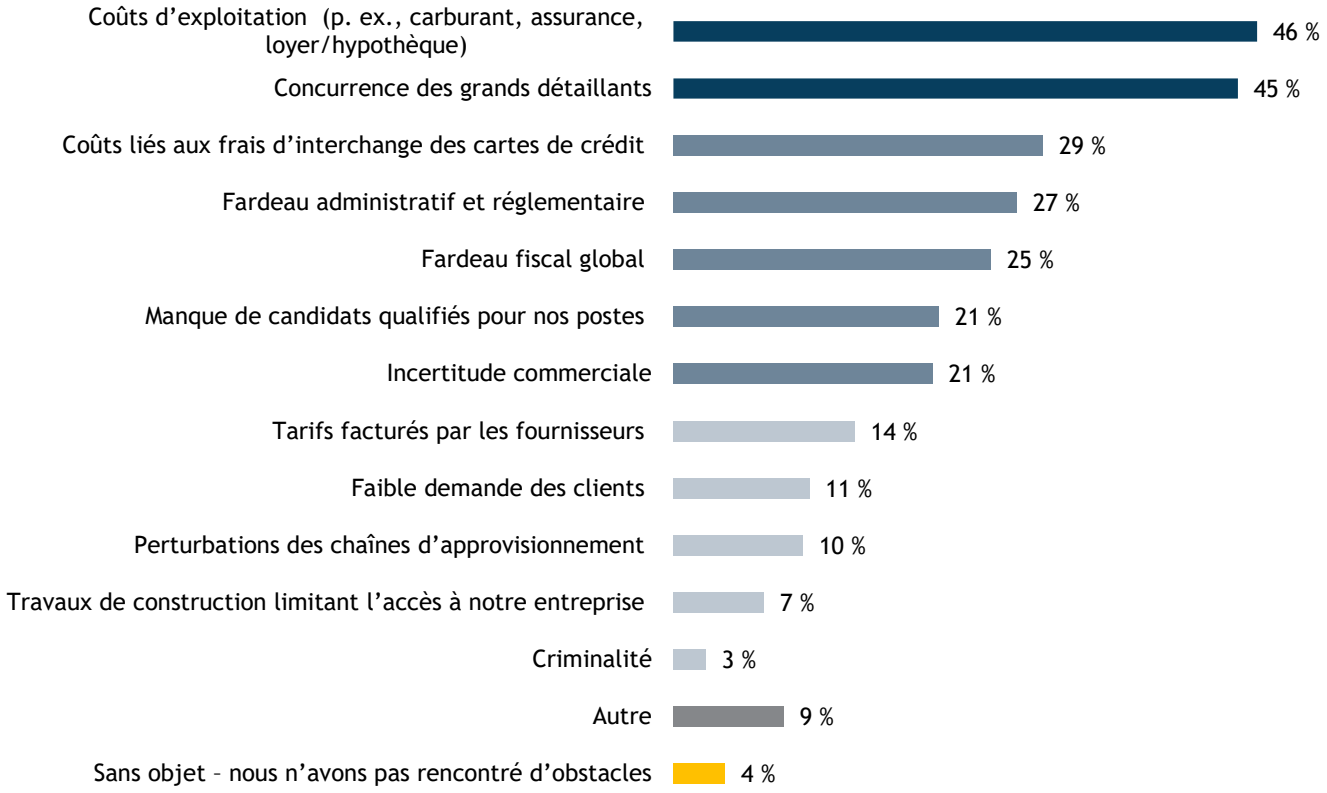
[10] FCEI. Sondage sur les élections provinciales du Québec, du 10 au 29 septembre 2026.

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Les obstacles les plus fréquemment mentionnés au cours des 3 dernières années sont les coûts d'exploitation (46 %) et la concurrence des grands détaillants (45 %). Le premier obstacle rejoint les résultats du Baromètre des affaires[MD] présentés précédemment. En examinant plus en détail les coûts d'exploitation, on observe que les charges salariales (62 %), les coûts fiscaux et réglementaires (50 %), les coûts d'assurance (50 %) et les coûts d'occupation (49 %) représentent les pressions les plus importantes pour le secteur. Ces pressions demeurent supérieures à leur moyenne historique.

Figure 7

Principaux obstacles à la croissance des commerces de détail au cours des 3 dernières années



Source : FCEI, Sondage sur le commerce de détail au Québec, du 23 avril au 8 septembre 2026, n = 204
Question : « Au cours des 3 dernières années, quels ont été les 3 principaux obstacles à la croissance de votre entreprise? (Sélectionner jusqu'à 3 réponses) »

La concurrence des grandes chaînes, tant en magasin qu'en ligne, constitue un défi majeur pour la compétitivité des commerces locaux. Les grandes entreprises peuvent réaliser des économies d'échelle et disposent de davantage de ressources et d'expertise pour optimiser leurs coûts d'exploitation. Par exemple, elles peuvent réaliser des économies d'échelle qui réduisent les coûts réglementaires par employé[11]. Les PME du commerce de détail doivent composer avec cette concurrence, alors que leur présence dans les régions est névralgique pour l'emploi et le tissu social et qu'elles jouent un rôle clé dans la prestation de services de proximité auprès des citoyens.

[11] Bomal, Laure Anna, et Marvin Cruz. *Rapport sur la paperasserie au Canada : le coût de la réglementation pour les PME – 7e édition*, FCEI, janvier 2025. Consultation en ligne : https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/research/reports/2025/Canadas-Red-Tape-Report-2025-f.pdf

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Les frais d'interchange des cartes de crédit constituent un autre enjeu : 29 % des répondants les identifient comme un obstacle à la croissance au cours des 3 dernières années. Selon les estimations des répondants, les frais mensuels s'élèvent à une médiane de 1 500 $, bien que la moyenne soit de 2 968 $[12]. Ces frais varient donc fortement, mais demeurent non négligeables.

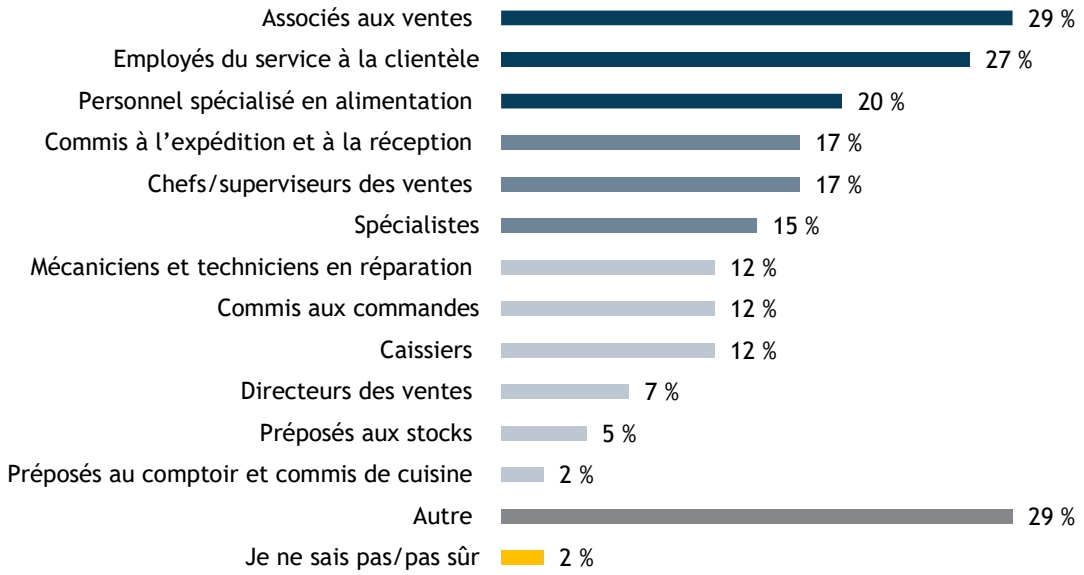
Le fardeau administratif et réglementaire représente un obstacle à la croissance pour 27 % des répondants, alors que le fardeau fiscal en est un pour 25 % d'entre eux. Le Québec est l'une des provinces imposant le plus lourd fardeau administratif, avec 145 958 exigences réglementaires[13]. À titre de comparaison, le nombre d'exigences réglementaires par 10 000 habitants s'élève à 161 au Québec, soit presque le double des 86 exigences répertoriées en Ontario. Notons que les petites entreprises du secteur font face à une fiscalité désavantageuse en raison des taxes sur la masse salariale[14] et de leur accès limité au taux d'imposition réduit pour les PME[15].

« Les petites PME sont souvent prises à la gorge par le coût de la main-d'œuvre, les frais fixes et toute la paperasse et les règlements à respecter. Cela crée un environnement défavorable à la croissance et à la performance des entreprises. »[16]

- Propriétaire d'un commerce de détail, Laurentides

Figure 8

Postes pour lesquels les entreprises éprouvent des difficultés importantes de recrutement



Source : FCEI, Sondage sur le commerce de détail au Québec, du 23 avril au 8 septembre 2026, n = 204.
Question : « Quels postes votre entreprise a-t-elle de la difficulté à pourvoir de façon importante ou chronique? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes) »

[12] D'après un échantillon de 41 réponses; à interpréter avec prudence.
[13] Loeppky, Keyli, SeoRhin Yoo, Bradlee Whidden et Bérengère Fouqueray. *Paperasserie : Bulletin des provinces 2026*, 16e édition, FCEI. Consultation en ligne : https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/research/reports/2026/Red%20Tape%20Report%20Card%202026%20FIN-FR.pdf
[14] Santini, Christina, et Francesca Basta. *Le poids des taxes sur la masse salariale*, septembre 2023, FCEI. Consultation en ligne : https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/research/reports/2023/2023-09-poids-taxes-masse-salariale-fr-2.pdf
[15] Beauchamp, Mathieu, et François Vincent. *La règle des 5 500 heures : un frein à la croissance des petites entreprises. Étude de cas sur l'accès à la déduction pour petite entreprise au Québec*, FCEI, août 2026. Consultation en ligne : https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/advocacy/pdf/2026/2026-08-%C3%89tude-de-cas-FCEI-Acc%C3%A8s-%C3%A0-la-d%C3%A9duction-pour-petite-entreprise.pdf
[16] FCEI. Sondage sur les élections provinciales du Québec, du 10 au 29 septembre 2026.

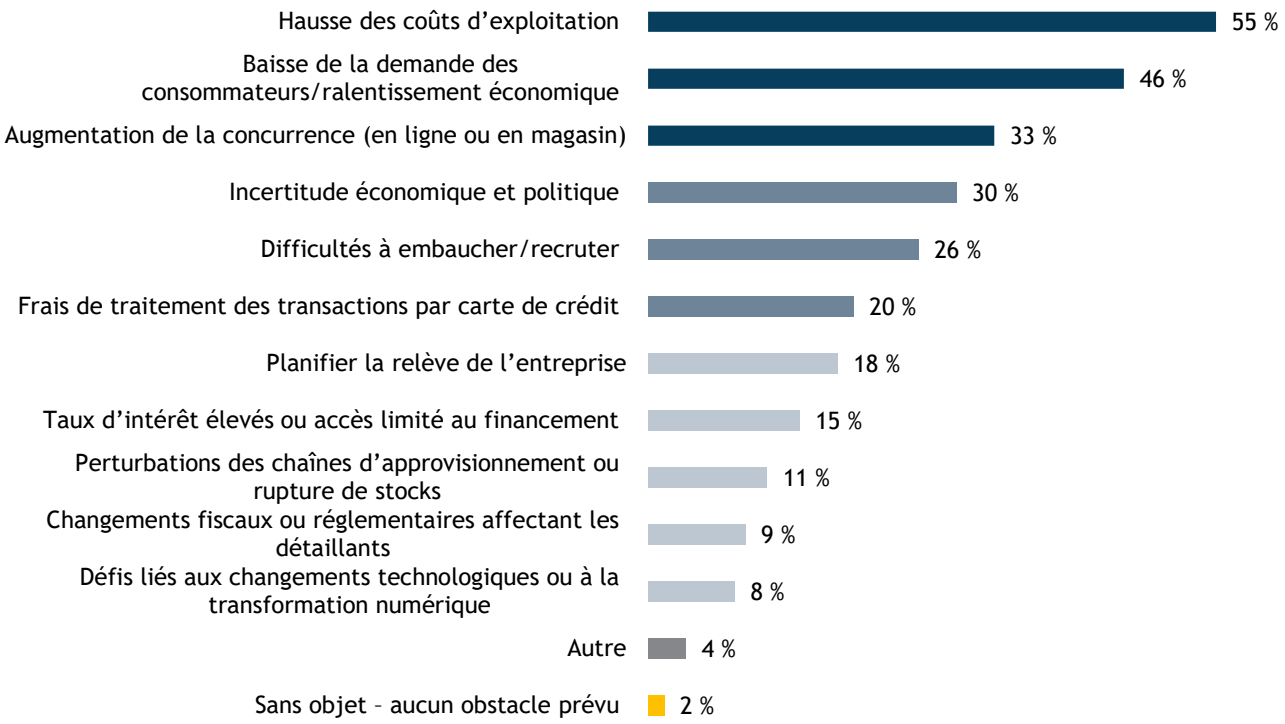
© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

La pénurie de main-d'œuvre est un enjeu non négligeable, le manque de candidats qualifiés ayant constitué un obstacle à la croissance pour 21 % des répondants au cours des 3 dernières années. À titre indicatif, une analyse plus détaillée révèle que les difficultés de recrutement chroniques touchent d'abord les postes en contact direct avec la clientèle : les associés aux ventes (29 %) et les employés du service à la clientèle ou au comptoir d'information (27 %)[17]. Certains répondants ont aussi de la difficulté à recruter pour des postes spécialisés, notamment en alimentation (20 %), ainsi que pour des postes liés à la logistique, comme les commis à l'expédition et à la réception (17 %). Parmi les autres postes mentionnés par les répondants figurent des camionneurs, des fleuristes, des couturiers et des joailliers. Les difficultés de recrutement pour ces postes sont particulièrement dommageables pour un secteur dont les ventes dépendent de la qualité de l'accompagnement client et de l'efficacité de la logistique.

Regard des entrepreneurs sur les obstacles à venir

Figure 9

Principaux obstacles auxquels les entreprises s'attendent à faire face au cours des 2 prochaines années



Source : FCEI, Sondage sur le commerce de détail au Québec, du 23 avril au 8 septembre 2026, n = 204
Question : « Quels sont les principaux obstacles auxquels vous vous attendez à faire face au cours des 2 prochaines années? (Sélectionner jusqu'à 3 réponses) »

Les enjeux et les pressions sur les coûts qui limitent actuellement la croissance des commerces de détail devraient persister à court terme. En effet, 55 % des répondants identifient la hausse des coûts d'exploitation

[17] D'après un échantillon de 41 réponses; à interpréter avec prudence.

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

comme un obstacle au cours des 2 prochaines années. Par ailleurs, la baisse de la demande des consommateurs ou le ralentissement économique (46 %) et l'augmentation de la concurrence en ligne ou en magasin (33 %) restent également des obstacles importants. Les microentreprises semblent particulièrement vulnérables à la faiblesse de la demande, un enjeu signalé par 57 % des détaillants comptant de 0 à 4 employés. À cela s'ajoute l'incertitude économique et politique (30 %). Les résultats suggèrent que les pressions sur les coûts et les ventes devraient continuer de freiner les commerces de détail dans les prochaines années.

Regard des entrepreneurs sur les occasions d'affaires à venir

Malgré les défis, le secteur fait preuve de résilience et entrevoit des occasions d'affaires. Les petits détaillants voient les principales occasions dans leur clientèle existante et leur collectivité, grâce à la fidélisation de la clientèle (41 %) et à la croissance de la demande locale ou régionale (34 %).

Plusieurs misent sur les technologies, notamment par la croissance des ventes en ligne (35 %) et l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pour optimiser leurs opérations (21 %), signe que le secteur poursuit sa transition technologique et continue d'innover.

Finalement, l'amélioration de la productivité, un enjeu critique pour les petites entreprises québécoises, représente également une occasion pour 20 % des répondants. Les commerces de détail désirent s'adapter tout en consolidant la fondation que constitue leur clientèle locale.

Figure 10

Principales occasions pour les entreprises au cours des 2 prochaines années



Source : FCEI, Sondage sur le commerce de détail au Québec, du 23 avril au 8 septembre 2026, n = 204
Question : « Quelles sont les principales occasions pour votre entreprise au cours des 2 prochaines années? (Sélectionner jusqu'à 3 réponses) »

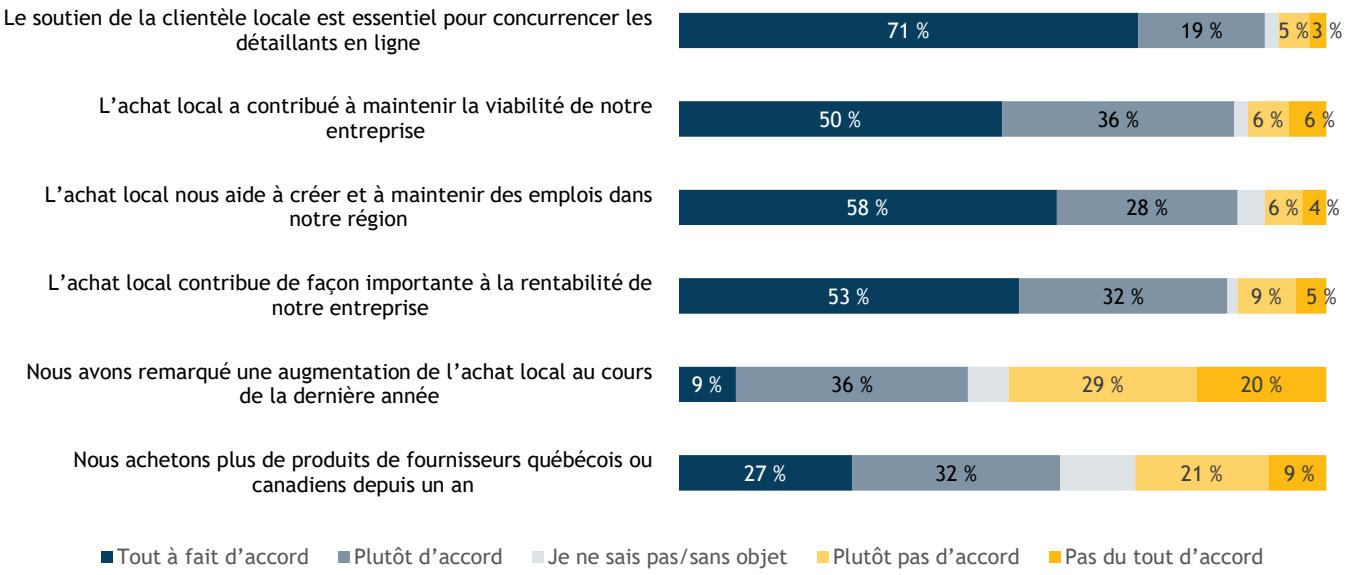
© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

L’achat local : un soutien important pour les commerces

L’achat local est essentiel pour soutenir les commerces de détail. Les PME du secteur et leur collectivité sont interdépendantes : les commerces contribuent activement à la vitalité économique de leur région, alors que leur viabilité dépend du soutien de la population locale. Ainsi, l’achat local peut aider à surmonter deux freins majeurs pour le secteur : le manque de demande ainsi que la concurrence des grands détaillants. En effet, 90 % des répondants estiment que le soutien de la clientèle locale est essentiel pour concurrencer les détaillants en ligne. En général, la grande majorité des répondants reconnaît l’importance de l’achat local pour maintenir la viabilité de leur entreprise (86 %), sa rentabilité (85 %) et des emplois dans leur région (86 %).

Figure 11

L’importance de l’achat local pour les commerces de détail



Source : FCEI, Sondage sur le commerce de détail au Québec, du 23 avril au 8 septembre 2026, n = 204

Il ne faut pas sous-estimer les retombées économiques de l’achat local, qui vont bien au-delà de l’entreprise elle-même : emplois, achats de biens locaux et dons de bienfaisance. En effet, la FCEI a évalué que, pour chaque dollar dépensé dans une PME, 0,66 $ demeure dans l’économie locale, comparativement à 0,11 $ lorsqu’il est dépensé dans une grande chaîne et à 0,08 $ chez un géant du commerce en ligne[18].

Dans le contexte du différend commercial avec les États-Unis, l’achat local a fait l’objet d’une attention renouvelée. Pourtant, les PME du secteur sont mitigées quant à l’effet réel sur leurs affaires. En effet, 45 % ont remarqué une augmentation de l’achat local au cours de la dernière année, dont seulement 9 % se sont dits tout à fait d’accord avec ce constat, tandis que 49 % n’ont pas remarqué d’augmentation.

Le renforcement de l’achat local est d’autant plus important dans le contexte des tarifs douaniers et des négociations commerciales avec les États-Unis, alors que l’incertitude qui en découle représente un obstacle

[18] Matchett, Taylor, et Emily Boston. *Petite entreprise, grandes retombées : la contribution des petits détaillants à l’économie locale*, FCEI, octobre 2023. Consultation en ligne : https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/2023-10%20-%20Petite%20entreprise%2c%20grandes%20retomb%C3%A9es%20-%20Final%20FR.pdf

© Fédération canadienne de l’entreprise indépendante

pour 21 % des répondants. À noter que plusieurs commerces de détail contribuent eux-mêmes à renforcer leur approvisionnement au Canada. Ainsi, 59 % des répondants affirment avoir acheté davantage de produits auprès de fournisseurs canadiens au cours de la dernière année.

Conclusion

Par leur rôle dans la création et le maintien de centaines de milliers d'emplois, leur poids dans le PIB et leur offre de biens et de services de proximité à la population québécoise, les PME du commerce de détail font partie intégrante de l'économie locale et contribuent à la vitalité de leur milieu.

Les entrepreneurs qui ont lancé une entreprise dans ce secteur l'ont fait pour être leur propre patron, vivre de leur passion et contribuer au dynamisme local. Au cours des dernières années, ils ont amélioré la productivité de leur entreprise, augmenté sa visibilité, créé des emplois et eu un impact positif sur leur région.

Le présent rapport met toutefois en lumière plusieurs enjeux auxquels font face les petits détaillants, en particulier la hausse des coûts d'exploitation, la concurrence des grands détaillants et la faiblesse de la demande. Ces obstacles devraient demeurer bien présents pour les propriétaires de PME du secteur au cours des deux prochaines années. Malgré ces défis, les petits détaillants continuent de s'adapter et d'innover en développant leurs ventes en ligne et en utilisant l'IA pour optimiser leurs opérations.

Le commerce de détail demeure une force économique qui soutient les Québécois. Les PME du secteur du commerce de détail sont présentes au quotidien pour leur ville, leur région et l'économie du Québec. Dynamiques et visionnaires, leurs propriétaires investissent pour préserver les emplois, maintenir la vitalité des milieux de vie et contribuer à la prospérité collective.

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

À propos de la FCEI

La FCEI est une organisation non partisane et sans but lucratif qui représente exclusivement les intérêts de 103 000 propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) au Canada, dont 22 000 au Québec. La FCEI a une capacité de recherche sans égal parce qu'elle est en mesure de recueillir auprès de ses membres des renseignements concrets et opportuns au sujet d'enjeux commerciaux qui ont une incidence sur leurs activités quotidiennes et leurs résultats. Elle est, à ce titre, une excellente source de données à jour dont les gouvernements devraient tenir compte quand ils élaborent des politiques qui entraînent des répercussions sur les PME canadiennes.

Visitez fcei.ca pour en savoir plus.

À propos des auteurs



Mathieu Beauchamp
Analyste des politiques

Mathieu Beauchamp est analyste des politiques à la FCEI. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences politiques et sociologie de l'Université McGill, ainsi que d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Toronto.



François Vincent
Vice-président, Québec

François Vincent dirige la FCEI du Québec, la plus importante association de défense des droits et intérêts des petites et moyennes entreprises (PME) au pays. Il est un acteur clé auprès de nombreuses instances gouvernementales, et copréside notamment le Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif du gouvernement du Québec. Très présent sur la scène médiatique, il travaille sans relâche pour s'assurer que la réalité des PME est prise en considération par les décideurs politiques, tant au niveau municipal que provincial.

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

© Fédération canadienne de l’entreprise indépendante, 2026.

FÉDÉRATION CANADIENNE
DE L’ENTREPRISE INDÉPENDANTE

En affaires pour vos affaires